



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

ECE/CEP/AC.11/2006/9  
7 décembre 2006

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**

**COMITÉ DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT**

Groupe de travail préparatoire spécial composé de hauts fonctionnaires  
«Un environnement pour l'Europe»

Troisième réunion  
Genève, 12 et 13 octobre 2006

**RAPPORT DE LA RÉUNION**

**INTRODUCTION**

1. Le Groupe de travail préparatoire spécial composé de hauts fonctionnaires créé en vue de la préparation de la sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (la Conférence de Belgrade), qui doit avoir lieu du 10 au 12 octobre 2007 à Belgrade, a tenu sa troisième réunion les 12 et 13 octobre 2006 à Genève. Le présent rapport a été établi par le secrétariat en concertation avec le Président.
2. Ont participé à la réunion des représentants des pays suivants: Allemagne, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Croatie, Danemark, Espagne, États-Unis, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Liechtenstein, Monaco, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Turquie et Ukraine. Des représentants de la Commission européenne étaient également présents.
3. Les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient également représentés: Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, Bureau régional pour l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé et Banque mondiale.

4. Ont aussi pris part à la réunion des représentants du Secrétariat de la Charte de l'énergie, de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), du secrétariat de l'Équipe spéciale pour l'application du Programme d'action pour l'environnement (Équipe spéciale du PAE) dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC), de la Stratégie paneuropéenne de la diversité biologique et paysagère (SPDBP) et du Comité de préparation des projets.
5. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées: ECO-Forum européen, Bureau européen de l'environnement, Forum «Un environnement pour l'Europe» 2007, Association for Sustainable Human Development, GROUP T-Institute of Higher Education, Women in Europe for a Common Future et Youth and Environment Europe.
6. Le Centre régional pour l'environnement de l'Asie centrale (CAREC) et le Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale étaient également représentés, tout comme les centres régionaux pour l'environnement (CRE) suivants: CRE-Moldova, CRE-Russie et CRE-Caucase.
7. La liste des participants peut être consultée à l'adresse suivante: [www.unece.org/env/efe/wgso/Belgrade/WGSOMeetings.htm#3rdMtg](http://www.unece.org/env/efe/wgso/Belgrade/WGSOMeetings.htm#3rdMtg).
8. La réunion était présidée par M. Miroslav Spasojevic (Serbie).
9. Comme suite à une demande formulée par le Groupe de travail à sa deuxième réunion et aux recommandations de son Comité exécutif, le secrétariat, en concertation avec le Président, avait établi ou révisé plusieurs documents en prévision de la troisième réunion du Groupe de travail, pour examen et décision, le cas échéant.
10. Le Groupe de travail était saisi des documents officiels suivants: ordre du jour provisoire (ECE/CEP/AC.11/2006/8), version révisée du cadre éventuel pour l'ordre du jour de la Conférence de Belgrade (ECE/CEP/AC.11/2006/10), tableau d'ensemble révisé des activités susceptibles d'être inscrites à l'ordre du jour de la Conférence (ECE/CEP/AC.11/2006/11), préparation de la Déclaration ministérielle de la Conférence (ECE/CEP/AC.11/2006/14), prévisions de dépenses révisées (ECE/CEP/AC.11/2006/12) et projet de plan de communication pour la Conférence (ECE/CEP/AC.11/2006/13). Un récapitulatif des autres activités liées à la Conférence de Belgrade qui ont été proposées au secrétariat (document d'information n° 1), les ressources de base nécessaires à la CEE pour la préparation et les services de secrétariat de la Conférence (document d'information n° 2), ainsi que le «Projet de plan de communication pour la Conférence de Belgrade: proposition conceptuelle pour la formation des journalistes de la région de la CEE» (document d'information n° 3/rev. 1) ont aussi été portés à l'attention du Groupe de travail. Divers documents non officiels faisant le point des activités proposées pour la Conférence et émanant de partenaires du processus «Un environnement pour l'Europe» et de certains États membres ont été communiqués aux participants.

## **I. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

11. Le Président a ouvert la réunion, a remercié tous ceux qui avaient contribué à la préparer et a exprimé l'espoir que la troisième réunion du Groupe de travail ferait progresser les débats sur l'ordre du jour à prévoir pour la Conférence de Belgrade. Le Groupe de travail a adopté le rapport de sa deuxième réunion (ECE/CEP/AC.11/2006/2) et l'ordre du jour provisoire figurant dans le document ECE/CEP/AC.11/2006/8.

12. La Suisse a émis des réserves quant à l'emploi de l'expression «manifestations parallèles» appliquée à la SPDBP dans l'avant-projet d'ordre du jour de la Conférence de Belgrade (ECE/CEP/AC.11/2006/2, annexe 1) et a déclaré que la question de la diversité biologique et de la SPDBP faisait partie intégrante du processus «Un environnement pour l'Europe».

## **II. CADRE CONCEPTUEL DE LA CONFÉRENCE DE BELGRADE**

### **a) Avant-projet d'ordre du jour de la Conférence de Belgrade**

13. Le secrétariat a présenté la version révisée du cadre éventuel pour l'ordre du jour de la Conférence (ECE/CEP/AC.11/2006/10). Ce document avait été modifié sur la base de l'avant-projet d'ordre du jour (ECE/CEP/AC.11/2006/2, annexe 1) adopté par le Groupe de travail à sa deuxième réunion et des recommandations formulées à la troisième réunion du Comité exécutif. Le Groupe de travail a été invité à appeler tout particulièrement l'attention sur le contenu, la forme des débats et les résultats escomptés au titre des différents points proposés pour chacun des trois principaux thèmes.

14. Le Groupe de travail est convenu d'examiner les engagements de Kiev au titre des points de l'ordre du jour se rapportant directement au suivi de la Conférence de Kiev, selon que de besoin, plutôt que sous un point distinct de l'ordre du jour.

15. Les partenaires du processus «Un environnement pour l'Europe» ont rendu compte de l'état d'avancement des activités/documents prévus pour la Conférence dont il était question dans l'avant-projet d'ordre du jour de la Conférence de Belgrade. En outre, quelques questions à inclure éventuellement dans l'ordre du jour ont été proposées au Groupe de travail. Celui-ci a fait part de ses observations sur les activités préparatoires et a étudié les propositions.

### Évaluation et mise en œuvre

#### *Rapport de Belgrade*

16. L'AEE a rendu compte de l'état d'avancement de la quatrième évaluation paneuropéenne (rapport de Belgrade) et s'est félicitée de la participation active de toutes les organisations concernées. Le processus de consultation/d'examen du projet de rapport (en anglais et en russe), lancé le 5 octobre 2006, devait durer deux mois. Un outil permettant l'examen en ligne (<http://ewindows.eu.org/belgrade07>), accessible au public, avait été élaboré pour servir de base aux consultations. Toutes les parties prenantes étaient invitées à faire part de leurs observations pour aider l'AEE à améliorer et à achever le projet, s'agissant notamment des pays de l'EOCAC concernés. En outre, plusieurs réunions d'étude étaient prévues.

17. Le Groupe de travail a pris note des progrès réalisés et des activités prévues pour l'examen et la finalisation du rapport. Le Président du Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement de la CEE a souligné combien il importait de disposer d'une version en russe des projets de chapitres disponibles pour permettre aux pays de l'EOCAC de participer activement à leur examen. L'ECO-Forum européen a salué la transparence du processus de consultation pour l'examen du rapport. Concernant la suggestion selon laquelle il faudrait tenir dûment compte des moyens de dissocier la croissance économique et la dégradation de l'environnement, l'AEE a confirmé que cette question avait été traitée dans la

section consacrée à l'évolution économique et sociale en Europe et intégrée dans l'analyse des différents chapitres du rapport. L'AEE entendait revoir à nouveau et mettre au point le projet de rapport entre décembre 2006 et février 2007. La version finale serait publiée en juin 2007 afin que ses principales conclusions puissent être examinées à la Conférence de Belgrade.

### *Surveillance et évaluation*

18. Le secrétaire du Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation a informé les participants de la tenue prochaine d'une réunion du Groupe, du 27 au 29 novembre 2006, en vue d'examiner les projets de chapitres du rapport de Belgrade et de formuler des observations sur ce sujet. À cette occasion, le Groupe de travail examinerait également un ensemble de documents d'orientation et de directives destinés à renforcer les capacités d'observation et d'évaluation de l'environnement dans les pays de l'EOCAC: a) *Directives pour le renforcement de la surveillance de l'environnement et la publication d'informations sur l'état de l'environnement par les entreprises*; b) *Recommandations sur les dispositions à prendre pour adapter les systèmes nationaux de surveillance de l'environnement, de collecte de données environnementales et d'établissement de rapports*; c) *Principes d'application d'indicateurs de l'état de l'environnement*; et d) *Directives pour la publication d'informations sur l'état de l'environnement sur la base d'indicateurs*. Après leur adoption à la réunion de novembre, ces directives et recommandations seraient transmises, par l'intermédiaire du Comité des politiques de l'environnement et du Groupe de travail préparatoire spécial, à la Conférence de Belgrade pour approbation, ce qui permettrait d'envoyer un message politique fort aux pouvoirs publics et de contribuer ainsi à ce qu'elles soient réellement mises en œuvre.

19. Le Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation a proposé d'organiser les débats sur la surveillance et l'évaluation à la Conférence de Belgrade sous forme d'un dialogue sur la responsabilité environnementale des entreprises auquel seraient associées différentes parties prenantes, dans le cadre d'une table ronde. Il a suggéré d'inviter les ministres des pays de l'EOCAC à donner leur avis sur la façon de mener à bien les tâches difficiles consistant à surveiller et évaluer l'environnement et à établir des rapports sur ce sujet en faisant appel à la coopération et aux partenariats.

20. Le Groupe de travail préparatoire spécial a pris note de ces informations et s'est félicité de l'offre de la Banque mondiale de contribuer au débat et de la proposition de l'ECO-Forum européen de faire participer les ONG au dialogue associant les différentes parties prenantes.

### *Accords multilatéraux de la CEE relatifs à l'environnement*

21. Comme le Groupe de travail l'avait demandé à sa deuxième réunion, le secrétariat de la CEE avait élaboré un avant-projet de cadre pour le rapport sur la mise en œuvre des accords multilatéraux relatifs à l'environnement (AME) de la CEE. En sus des observations reçues à la treizième session du Comité des politiques de l'environnement, le Groupe de travail a suggéré d'accorder une attention particulière aux activités de renforcement des capacités entreprises au titre des conventions. Les Principes directeurs pour le renforcement du respect et de l'application des AME dans la région de la CEE, adoptés à la Conférence de Kiev, devraient constituer une ressource utile permettant d' étoffer le document. Le Groupe de travail a demandé que d'autres observations soient adressées par écrit au secrétariat avant le 31 octobre 2006.

### *Études de performance environnementale*

22. À la demande du Groupe de travail, le secrétariat de la CEE a présenté les grandes lignes d'un document sur les enjeux capitaux de l'application des politiques environnementales mis en évidence par le Programme d'études de performance environnementale (EPE) de la CEE. Ce document analyserait dans quelle mesure la mise en œuvre des instruments nationaux et internationaux a contribué à faire évoluer la gestion de l'environnement au niveau national dans les pays susceptibles de bénéficier de ce programme et quelles améliorations doivent encore être introduites pour opérer des avancées décisives. Il comprendrait également des études de cas et mettrait l'accent sur des exemples de réussite ainsi que sur les difficultés et les obstacles à surmonter dans la mise en œuvre des politiques environnementales. Les observations devraient être adressées par écrit au secrétariat avant le 31 octobre 2006.

23. Le Groupe de travail a demandé au secrétariat d'établir un autre document sur les recommandations faites dans le cadre des EPE menées entre la Conférence de Kiev et celle de Belgrade. Il s'est félicité de la proposition de l'ECO-Forum européen de faire davantage participer la société civile au processus de consultation des EPE.

### «Processus parallèles»

### *Éducation en vue du développement durable*

24. Le représentant de la Grèce, au nom du Bureau du Comité directeur CEE pour l'éducation en vue du développement durable, a rendu compte des préparatifs de la séance commune consacrée à l'éducation en vue du développement durable (EDD) qui réunirait les ministres de l'éducation et les ministres de l'environnement. Il a informé le Groupe de travail des efforts communs déployés par la CEE et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour rassembler des renseignements sur les bonnes pratiques en matière d'EDD, ainsi que des travaux d'élaboration de rapports visant à étayer la première évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie de la CEE concernant l'EDD. Il était également prévu de recueillir des observations sur le projet de déclaration commune sur l'EDD en tant que principale conclusion politique du débat sur ce sujet. La proposition concernant la séance consacrée à l'EDD serait étudiée plus avant par le Bureau et présentée pour examen à la deuxième réunion du Comité directeur CEE pour l'éducation en vue du développement durable (4 et 5 décembre 2006).

### *Diversité biologique*

25. Le secrétariat de la SPDBP, en coordination avec l'ECO-Forum européen, a rendu compte de l'organisation, dans le cadre de la Conférence de Belgrade, de la table ronde entre ministres et ONG visant à examiner l'application des engagements de Kiev sur la diversité biologique et à renforcer les synergies pour atteindre l'objectif fixé pour 2010. La structure proposée pour le débat a été présentée au Groupe de travail, notamment les cinq questions susceptibles d'être traitées dans les groupes de discussion à partir d'exposés d'orientation: agriculture et diversité biologique; réseau écologique paneuropéen; indicateurs et surveillance de la diversité biologique; financement de la biodiversité; communication, éducation et sensibilisation du public. Le Groupe de travail a été informé que le Ministre norvégien de l'environnement et un représentant d'ONG de haut niveau coprésideraient la table ronde.

26. Le Groupe de travail a recommandé de réfléchir davantage au choix des questions à examiner afin que celles-ci soient moins nombreuses et plus adaptées à une séance de deux heures. Il a estimé que la séance devait être consacrée à des questions entrant dans le cadre des neuf objectifs de la résolution de Kiev sur la biodiversité. En vue d'un débat constructif sur les questions touchant à l'agriculture et à la diversité biologique, il était indispensable que des représentants qualifiés du secteur agricole y participent. La Banque mondiale a offert de faciliter leur participation.

### Renforcement des capacités

## PERSPECTIVES DE LA RÉGION DE L'EOCAC

### *Progrès et perspectives de la mise en œuvre de la Stratégie pour les pays de l'EOCAC<sup>1</sup>*

27. Le secrétariat de l'Équipe spéciale du PAE a rendu compte de l'établissement du rapport sur l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie pour les pays de l'EOCAC. Des questionnaires avaient été distribués aux ministères de l'environnement des pays de l'EOCAC afin de recueillir des renseignements complémentaires et de combler les lacunes en matière d'information. Le projet de rapport sur les pays de l'EOCAC serait prêt à être examiné par les parties concernées début 2007, la version finale étant en principe disponible en mai 2007. L'Équipe spéciale du PAE a également proposé de présenter à la Conférence de Belgrade un document sur les «Principes directeurs applicables à des systèmes efficaces d'octroi de permis environnementaux» (à classer ultérieurement) et a suggéré que ce document soit examiné dans le cadre du débat consacré à la surveillance et à l'évaluation. Les centres régionaux pour l'environnement des pays de l'EOCAC ont proposé que les processus LEAP<sup>2</sup> en cours dans leur région fassent l'objet d'un document analytique.

28. Le Groupe de travail a insisté sur le fait que le rapport concernant les pays de l'EOCAC devrait constituer l'un des documents phares de la Conférence et paraîtrait sous la forme d'une publication de l'OCDE indépendante avec sa propre couverture à l'instar du rapport d'évaluation de Belgrade de l'AEE. Il a mis l'accent sur la nécessité de mieux faire apparaître, dans le rapport, l'état d'avancement de la Stratégie pour les pays de l'EOCAC et les perspectives d'avenir de cette dernière. Les centres régionaux pour l'environnement des pays de l'EOCAC ont proposé de participer à l'élaboration de la section consacrée aux perspectives. Le Groupe de travail est convenu que le rôle et les travaux futurs de l'Équipe spéciale du PAE devraient être examinés en même temps que l'avenir du processus «Un environnement pour l'Europe».

### *Initiative concernant le développement durable en Asie centrale*

29. Le représentant du Kazakhstan a présenté une proposition visant à élaborer un accord de partenariat pour la mise en œuvre de l'initiative concernant le développement durable en Asie centrale et à soumettre à la Conférence un document de catégorie I sur ce sujet pour adoption par

---

<sup>1</sup> Partenariats environnementaux dans la région de la CEE: Stratégie environnementale pour les pays de l'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (ECE/CEP/105/Rev.1).

<sup>2</sup> Programmes d'action locaux pour l'environnement.

les ministres. L'objectif de l'accord serait d'établir une base juridique pour intégrer les contributions de toutes les parties prenantes à la réalisation des objectifs du développement durable, de renforcer les mécanismes de coordination régionaux et de créer des conditions plus favorables à l'investissement.

30. Le Groupe de travail a pris note de la proposition et s'est engagé à étudier comment cette question pourrait être intégrée au débat consacré aux perspectives dans la région de l'EOCAC.

#### *Initiative d'évaluation stratégique environnementale*

31. Le représentant de l'Arménie a proposé de lancer une initiative relative à l'évaluation stratégique environnementale, axée sur le renforcement des capacités. Il s'agirait de promouvoir la mise en place de systèmes d'évaluation stratégique environnementale dans les pays de l'EOCAC en facilitant l'échange de données d'expérience et de connaissances entre les pays qui avaient adhéré au Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, ou envisageaient de le faire.

32. Le Groupe de travail a pris note de la proposition et s'est engagé à étudier comment cette question pourrait être intégrée au débat consacré aux perspectives dans la région de l'EOCAC. Il était souhaitable que tous les pays de l'EOCAC participent à cette initiative.

#### PERSPECTIVES DES PAYS D'EUROPE DU SUD-EST

33. À la deuxième réunion du Groupe de travail, il avait été proposé d'examiner les trois questions ci-après dans le cadre d'un débat consacré, lors de la Conférence, aux perspectives des pays d'Europe du Sud-Est: a) investissements en faveur de l'environnement, b) changements climatiques et c) exécution et respect des normes environnementales. Il a été proposé d'ajouter à cet ordre du jour la question de la pollution des mers émanant de sources situées sur les côtes. Le représentant résident par intérim du PNUD au Monténégro a rendu compte de l'établissement du rapport sur l'environnement dans la région occidentale des Balkans<sup>3</sup>, qui donnait un aperçu des progrès réalisés dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques relatives à l'environnement et au développement durable depuis la Conférence de Kiev<sup>4</sup>. Il a été proposé de lancer et de faire endosser un cadre juridique pour la protection et le développement durable des régions de montagne dans les pays de l'Europe du Sud-Est.

34. Le Groupe de travail a proposé que les pays de l'Europe du Sud-Est tiennent de nouvelles consultations sur les questions prioritaires devant être débattues à la Conférence. Il a réaffirmé qu'il fallait ne retenir que des questions présentant un intérêt général non seulement pour les pays de l'Europe du Sud-Est, mais aussi pour l'ensemble de la région de la CEE, pour lesquelles le processus «Un environnement pour l'Europe» était le mécanisme approprié, et envisager les messages politiques à formuler lors de la Conférence. En ce qui concerne la proposition du

---

<sup>3</sup> Comprenant l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et la Serbie.

<sup>4</sup> Le titre retenu pourrait être modifié dans la version finale du rapport.

Forum «Un environnement pour l'Europe» 2007 consistant à élaborer une déclaration sur la cohésion environnementale dans les pays de l'Europe du Sud-Est en tant qu'outil pour le développement durable, le Groupe de travail a jugé qu'elle était plutôt du ressort de la conférence d'ONG qui se tiendrait à l'occasion de la Conférence ministérielle de Belgrade. S'agissant du créneau demandé par le secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification pour lui permettre de présenter le nouveau Centre de gestion de la sécheresse pour les pays de l'Europe du Sud-Est installé en Slovénie, le Groupe de travail a proposé que cette question soit traitée dans le cadre d'une manifestation parallèle ou d'une exposition lors de la Conférence.

### Partenariats

#### *Efficacité énergétique*

35. Le secrétariat de la Charte de l'énergie et le programme «Énergie durable» de la CEE ont présenté les grandes lignes des documents de catégories I et II relatifs à l'efficacité énergétique demandés par le Groupe de travail. Suite à la suggestion de l'ECO-Forum européen d'inclure dans ces documents des études de cas sur l'efficacité énergétique dans les zones rurales, la Finlande s'est dite prête à présenter aux organisations concernées ses bonnes pratiques en matière de financement de l'efficacité énergétique dans les petites communautés, qui pourraient éventuellement servir d'études de cas dans les rapports. La Banque mondiale a offert de faire part de son expérience dans ce domaine.

36. Le Groupe de travail est convenu qu'il faudrait examiner plus avant les rapports envisagés afin de s'assurer de leur utilité dans l'optique des décisions politiques susceptibles d'être adoptées par les ministres. Il a décidé que le rapport sur la contribution du secteur public au fonds de participation sur l'efficacité énergétique serait présenté sous la forme d'un document de catégorie I et que le rapport analytique sur les progrès réalisés pour améliorer l'efficacité énergétique, le rapport de base sur les mécanismes financiers pour l'investissement en faveur de l'efficacité énergétique et le rapport de situation sur les moyens de faciliter la mise au point de projets relatifs au méthane provenant des mines de charbon dans la région de l'EOCAC seraient considérés comme des documents de catégorie II. Le Groupe de travail a également jugé préférable, plutôt que d'élaborer une déclaration sur l'efficacité énergétique et l'environnement comme le proposait le secrétariat de la Charte de l'énergie, de faire une large place à l'efficacité énergétique dans la déclaration ministérielle, selon qu'il conviendrait.

#### *Environnement et sécurité*

37. Le PNUE, au nom des partenaires de l'initiative Environnement et sécurité (ENVSEC)<sup>5</sup>, a présenté une note d'information sur la nécessité de prendre en considération les risques liés à l'environnement et à la sécurité à l'échelle paneuropéenne et de renforcer les activités visant à les évaluer et à y parer. Un document concis et ciblé serait en outre élaboré afin de faciliter les débats des ministres à la Conférence. Certains pays ont recommandé d'accorder une large place

---

<sup>5</sup> À savoir le PNUE en coopération avec la CEE, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et le CRE de l'Europe centrale et orientale.



à cette question à la Conférence, mais d'autres se sont demandé s'il était réellement opportun que les ministres de l'environnement adoptent de telles recommandations. Le Groupe de travail a décidé que le document complet ferait l'objet d'un plus ample examen avant toute décision quant à la catégorie dans laquelle il fallait le ranger.

### *Initiatives Montagnes*

38. Le PNUE a présenté une note d'information sur les initiatives Montagnes destinée à la Conférence de Belgrade et a proposé d'élaborer un document de catégorie II sur la question pour cette occasion. Le Groupe de travail lui a demandé de coopérer à cet égard avec la Convention sur la protection des Alpes. Le Kirghizistan a proposé que l'Asie centrale fasse l'objet d'une section distincte dans le document au lieu d'être traitée dans le chapitre «autres régions de montagne». Le Groupe de travail s'est félicité de l'offre du CAREC de coopérer avec le PNUE et de fournir des renseignements et des données statistiques sur les montagnes en Asie centrale.

### *Modes de consommation et de production durables*

39. Le représentant de la Suède, en coopération avec le PNUE, a rendu compte des travaux visant à élaborer les deux documents consacrés aux modes de consommation et de production durables dans les pays de l'Europe du Sud-Est et de l'EOCAC. La première version du projet de document de catégorie II (l'état des lieux à faire dans les pays de l'Europe du Sud-Est et de l'EOCAC concernant les modes de consommation et de production durables) serait prête à la mi-janvier 2007 et le rapport final serait présenté d'ici à mai 2007. Il serait souhaitable que les pays fournissent des études de cas sur la question. Il a été proposé d'élaborer ultérieurement un document de catégorie I tenant compte des conclusions des documents d'information pertinents.

40. Le Groupe de travail s'est félicité du soutien fourni par la Banque mondiale à cette activité. Il a pris note du document élaboré par l'ECO-Forum européen sur la position et les recommandations des ONG concernant les modes de consommation et de production durables et a encouragé cette organisation à apporter son concours dans ce domaine, comme il en avait été question à la treizième session du Comité des politiques de l'environnement.

### *Eau et assainissement*

41. Le Président a sollicité des suggestions sur la façon de procéder pour la question de l'eau et de l'assainissement. Outre les documents prévus par le secrétariat de la CEE et le CRE de l'Europe centrale et orientale, le Groupe de travail est convenu que le rapport analytique élaboré par l'Équipe spéciale du PAE sur le financement du secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans les pays de l'EOCAC pourrait servir de document de travail pour les débats de la Conférence. Il étudierait plus avant comment aborder cette question à la Conférence à partir des documents disponibles.

### *Partenariats avec le secteur privé*

42. Le Groupe de travail a accueilli avec satisfaction l'offre des États-Unis de préparer, en coopération avec le Bureau régional du PNUE pour l'Amérique du Nord, un rapport de catégorie II sur les partenariats avec le secteur privé. Il s'est également félicité de l'offre du CRE de l'Europe centrale et orientale d'élaborer un document de travail de catégorie II sur

la question. Il est convenu que celle-ci devrait être examinée en même temps que d'autres dans le cadre du débat consacré aux partenariats.

### *Questions diverses*

43. À la suite d'un débat à la treizième session du Comité des politiques de l'environnement, il a été proposé d'inscrire la question de la politique environnementale et de la compétitivité internationale à l'ordre du jour de la Conférence de Belgrade. Le Groupe de travail a accueilli favorablement cette proposition et a suggéré de l'intégrer à la question des modes de consommation et de production durables.

44. Le Comité de préparation des projets, en coopération avec l'Équipe spéciale du PAE et le CRE de l'Europe centrale et orientale, a proposé d'inscrire la question du financement en matière d'environnement à l'ordre du jour de la Conférence de Belgrade. La Banque mondiale a appuyé cette proposition. Le Groupe de travail a décidé d'examiner cette question plus en détail, notamment les documents proposés.

45. Le Groupe de travail a pris note de la proposition du Bureau régional pour l'Europe de l'OMS de présenter les questions d'environnement et de santé à la Conférence de Belgrade. Vu que celles-ci seraient traitées dans d'autres instances internationales importantes, le Groupe de travail a proposé d'organiser une manifestation parallèle plutôt que de les inscrire à l'ordre du jour de la Conférence.

46. Le Groupe de travail a proposé de regrouper les nombreuses questions ayant trait au thème des partenariats pour que les débats soient plus concrets et mieux ciblés. Le Comité exécutif a été prié de réexaminer cette idée à sa quatrième réunion. Le Groupe de travail l'a chargé d'établir le projet d'ordre du jour provisoire de la Conférence de Belgrade à la lumière des débats. Ce projet serait examiné à la cinquième réunion du Comité exécutif en février 2007.

### **b) Tableau d'ensemble des activités proposées par les partenaires pour l'ordre du jour de la Conférence**

47. Se fondant sur les débats menés à la deuxième réunion du Groupe de travail et les recommandations formulées à la troisième réunion du Comité exécutif, le secrétariat a établi un tableau d'ensemble révisé des activités susceptibles d'être inscrites à l'ordre du jour de la Conférence de Belgrade (ECE/CEP/AC.11/2006/11). Une note d'information actualisée (note d'information n° 1) donnait un aperçu général des activités faisant l'objet de documents provisoirement rangés dans la catégorie III.

48. Le Groupe de travail a insisté sur le fait qu'il fallait éviter de submerger les participants par un grand nombre de documents. Le secrétariat a rappelé aux participants que la catégorie I correspondait aux documents auxquels il convenait éventuellement de donner suite (décision de signer, d'entériner, d'approuver, d'adopter ou d'examiner) au niveau ministériel.

49. Comme l'indiquait le document intitulé «Conférence de Belgrade: questions d'organisation» (ECE/CEP/AC.11/2006/5), approuvé à la deuxième réunion du Groupe de travail, les versions préliminaires des documents de catégorie I devaient être disponibles pour observations à la troisième réunion du Groupe de travail. Au vu de la situation actuelle,

le Groupe de travail a chargé le Comité exécutif d'examiner à sa cinquième réunion, en février 2007, les versions complètes des documents de catégorie I proposés et de prendre les décisions voulues.

50. Comme convenu à la précédente réunion du Groupe de travail, il était prévu d'établir un rapport de synthèse récapitulant les messages clefs des documents de catégories I et II, selon le cas. Pour faciliter l'établissement de ce rapport, le secrétariat comptait élaborer un modèle afin d'assurer une présentation uniforme des résumés.

51. Le Groupe de travail a prié les partenaires du processus «Un environnement pour l'Europe» de soumettre au secrétariat des propositions d'activités révisées ou supplémentaires (documents de catégories I et II) et a demandé à ce dernier de réviser le rapport en conséquence pour la cinquième réunion du Comité exécutif.

### **c) Principales conclusions de la Conférence**

52. Le secrétariat a présenté le document relatif à la déclaration ministérielle de la Conférence de Belgrade (ECE/CEP/AC.11/2006/14) élaboré sur la base de l'avant-projet d'ordre du jour adopté, et cadrant en particulier avec les trois principaux thèmes qui y étaient définis. Comme convenu aux réunions antérieures, la déclaration ministérielle devait porter sur un nombre restreint de questions à déterminer en fonction de l'ordre du jour.

53. Le Groupe de travail a estimé que le projet de plan proposé pour la déclaration ministérielle constituait un bon point de départ. Des propositions ont été faites au sujet du contenu éventuel de la déclaration, notamment l'efficacité énergétique et les sources d'énergie renouvelables. Concernant la partie consacrée à «la voie à suivre», il fallait, selon le Groupe de travail, que le processus «Un environnement pour l'Europe» soit dicté par les besoins. La déclaration devrait porter sur les besoins prioritaires des pays au-delà de la Conférence de Belgrade et déterminer des mécanismes permettant d'y répondre.

54. Le Groupe de travail a décidé qu'un groupe de rédaction à composition non limitée devait être créé; il entreprendrait ses travaux selon le calendrier figurant dans le document ECE/CEP/AC.11/2006/14. La version préliminaire des éléments éventuels de la déclaration ministérielle serait examinée à la cinquième réunion du Comité exécutif, puis à la première réunion du groupe de rédaction.

## **III. BUDGET REQUIS POUR LA CONFÉRENCE ET LES PRÉPARATIFS**

55. Le secrétariat a présenté le document sur les prévisions de dépenses révisées (ECE/CEP/AC.11/2006/12) qui avait été établi en fonction des décisions adoptées par le Groupe de travail à sa deuxième réunion et sur la base des contributions des partenaires et du pays hôte, ainsi que des règles internes de la CEE relatives au budget.

56. Concernant l'estimation des ressources de base nécessaires, le secrétariat de la CEE, à la demande du Groupe de travail et du Comité exécutif, avait établi un tableau budgétaire révisé (document d'information n° 2) reprenant les renseignements disponibles les plus récents. Le secrétariat a remercié les États membres qui avaient versé des contributions ou promis de

le faire. Des ressources supplémentaires s'avéraient nécessaires pour que les préparatifs de la Conférence se déroulent de manière méthodique et efficace.

57. Le Président a informé les participants que le budget prévu par le pays hôte, tel qu'il figure dans le document ECE/CEP/AC.11/2006/12, demeurerait inchangé et que le déficit serait comblé par les activités de collecte de fonds en cours et prévues. Il a remercié les pays qui avaient manifesté l'intention de soutenir les préparatifs entrepris par le pays hôte en vue de la Conférence.

58. Le document serait à nouveau révisé pour prendre en compte l'évolution des prévisions de dépenses, avant d'être soumis pour examen à la cinquième réunion du Comité exécutif. Les partenaires du processus «Un environnement pour l'Europe» ont été invités à apporter à cet égard leur concours au secrétariat.

#### **IV. ÉTAT DES PRÉPARATIFS ENTREPRIS PAR LE PAYS HÔTE**

59. Le Président a informé le Groupe de travail des préparatifs entrepris au niveau national pour organiser la Conférence, notamment des échanges avec les ambassades à Belgrade et des efforts visant à faire participer les entreprises. Le pays hôte ferait tout son possible pour apporter un soutien logistique efficace et faciliter la participation de toutes les parties prenantes. Une brochure d'information et un site Web (<http://www.EfE-Belgrade2007.org>) avaient été élaborés pour faire connaître la Conférence. Le Président donnerait de nouvelles informations sur les préparatifs menés par le pays hôte à la cinquième réunion du Comité exécutif.

#### **V. QUATRIÈME RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL ET CINQUIÈME RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF**

60. Il avait été prévu que le Groupe de travail tiendrait sa quatrième réunion à Genève, du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin 2007, juste après la session extraordinaire du Comité des politiques de l'environnement (29 mai), et que la cinquième réunion du Comité exécutif aurait lieu le 14 février 2007, le lendemain de la réunion du Bureau du Comité des politiques de l'environnement (13 février), et serait suivie de la première réunion du groupe chargé de rédiger la déclaration ministérielle, les 15 et 16 février.

61. Le Groupe de travail a pris note de la demande de reporter d'une semaine la cinquième réunion du Comité exécutif et a demandé au secrétariat d'en étudier la possibilité et d'informer les participants en conséquence.

62. Un calendrier actualisé des réunions préparatoires devant se tenir avant la Conférence de Belgrade est joint en annexe au présent rapport.

#### **VI. STRATÉGIE DE COMMUNICATION DU PROCESSUS «UN ENVIRONNEMENT POUR L'EUROPE»**

63. Le secrétariat a présenté le document sur le projet de plan de communication pour la Conférence de Belgrade (ECE/CEP/AC.11/2006/13) et la proposition conceptuelle pour la formation des journalistes de la région de la CEE au processus «Un environnement pour l'Europe» et à la Conférence de Belgrade (note d'information n° 3/Rev.1). L'attention a été tout spécialement appelée sur les messages essentiels à adresser lors de la Conférence de Belgrade

et sur la liste des activités de communication proposées, notamment la formation de journalistes, en raison des incidences financières à prévoir.

64. Le Groupe de travail a apporté son appui aux activités envisagées et a suggéré d'entreprendre également des activités de communication à l'intention des ministères qui influent sur les politiques environnementales. L'information/la formation des journalistes aurait lieu si cela était financièrement possible. Le Groupe de travail a proposé que des supports d'information destinés aux enfants soient élaborés en concertation avec le Comité directeur pour l'éducation en vue du développement durable. Il a pris note des activités de communication en cours menées par les partenaires du processus «Un environnement pour l'Europe» et a préconisé de nouveaux efforts et un renforcement des synergies afin d'attirer davantage l'attention sur la Conférence.

## **VII. CLÔTURE DE LA RÉUNION**

65. Le Président a remercié le Groupe de travail d'avoir mené des débats constructifs et a prononcé la clôture de la réunion.

## Annexe

### Calendrier actualisé des réunions préparatoires à la Conférence de Belgrade

Comité des politiques de l'environnement	Groupe de travail préparatoire spécial composé de hauts fonctionnaires	Comité exécutif du Groupe de travail spécial composé de hauts fonctionnaires	Groupe de rédaction chargé d'élaborer la déclaration ministérielle
Douzième session, Genève, 10-12 octobre 2005	Première réunion, Genève, 12 et 13 octobre 2005	Première réunion (consacrée à l'organisation), Genève, 13 octobre 2005	---
---	---	Deuxième réunion, Genève, 24 février 2006	---
Réunion du Bureau, Genève, 28 juin 2006	Deuxième réunion, Genève, 29 et 30 juin 2006 (matin)	Troisième réunion, Genève, 30 juin 2006 (après-midi)	---
Treizième session, Genève, 9-11 octobre 2006	Troisième réunion, Genève, 12 et 13 octobre 2006	Quatrième réunion, Genève, 13 octobre 2006 (après-midi)	---
Réunion du Bureau, Genève, 13 février 2007	---	Cinquième réunion, 14 et 15 (matin) février 2007	Première réunion 15 (après-midi) et 16 février 2007
Session extraordinaire du Comité des politiques de l'environnement, Genève, 29 mai 2007	Quatrième réunion, Genève, 30 mai-1 <sup>er</sup> juin 2007 (tous les documents et les préparatifs achevés)	Sixième réunion, Genève, 1 <sup>er</sup> juin 2007	---
---	---	---	Deuxième réunion, 2-4 juillet 2007
---	Cinquième réunion, Belgrade, 6-8 octobre 2007 (mise au point définitive du projet de déclaration ministérielle, le cas échéant)	Si nécessaire, une septième réunion aurait lieu juste avant ou après la cinquième réunion du Groupe de travail	La troisième réunion se tiendra, selon que de besoin, à l'occasion de la cinquième réunion du Groupe de travail, 6-8 octobre 2007
Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», Belgrade, 10-12 octobre 2007			
Quatorzième session, Genève, mars 2008 <sup>6</sup>	---	---	---

-----

<sup>6</sup> Date à déterminer.